

APPEL À CANDIDATURES WORKING PAPER

Préparation aux catastrophes dans les pays touchés par le changement climatique : l'exemple des inondations au Mali, au Niger et au Tchad

Date d'émission : 4 février 2025

Date limite de dépôt des candidatures et instructions :

Les candidatures doivent être reçues avant le 3 mars 2025

Toutes les candidatures doivent être soumises par voie électronique à pauline.poupart@sipri.org et marie.riquier@sipri.org avec, en objet, "WP- Disaster preparedness".

1. Introduction

Le projet RECAP (Research and Action for Peace), financé par l'Union européenne, est mis en œuvre par le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) dans 18 pays d'Afrique de l'Ouest et du bassin du lac Tchad¹.

L'objectif global du projet est de renforcer le rôle de la société civile, et celui des praticiens et des chercheurs régionaux, nationaux et communautaires, dans la promotion d'une consolidation de la paix efficace, de la gestion des crises et de la prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad, afin de permettre aux décideurs politiques de prendre des décisions plus éclairées.

Le présent appel est administré conjointement par WANEP, SIPRI et DRC.

2. Perspective

WANEP, DRC et le SIPRI sollicitent des propositions de recherche de la part des membres du réseau RECAP pour l'élaboration d'un working paper sur la **préparation aux catastrophes dans les pays touchés par le changement climatique : l'exemple des inondations au Mali, au Niger et au Tchad.**

En 2024, des précipitations supérieures à la moyenne et des inondations dévastatrices ont frappé l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, touchant 5 millions de personnes dans 19 pays, faisant des centaines de victimes, bouleversant les moyens de subsistance, déplaçant des dizaines de milliers de personnes et décimant plus d'un million d'hectares de terres cultivées - dans une région déjà en proie à une importante crise de la faim et confrontée à l'insécurité liée aux conflits armés.²

Dans ce contexte, l'étude évaluera les conséquences des inondations de l'année dernière au Mali, au Niger et au Tchad sur les populations (difficultés à satisfaire les besoins de base, assistance humanitaire demandée...) et les infrastructures (fonctionnement des systèmes de gestion de l'eau, dégradation des voies

¹ Les pays de la CEDEAO et le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Cameroun, le Tchad et la Mauritanie.

² Programme alimentaire mondial, [West Africa hard-hit by climate crisis as deadly floods decimate lives and livelihoods](#) 'Afrique de l'Ouest durement touchée par la crise climatique : des inondations meurtrières détruisent des vies et des moyens de subsistance'(L), Communiqués de presse, 17 octobre 2022.

de communication, risques sanitaire...).

Elle analysera également les niveaux de préparation aux catastrophes des autorités locales, régionales et nationales et les effets du changement climatique sur la gouvernance, en particulier dans un contexte de changements politiques et de préoccupations importantes en matière de sécurité.

Ce working paper fournira, enfin, une discussion supplémentaire sur les interconnexions concrètes entre l'insécurité et les manifestations du changement climatique sur la base d'une étude de cas. Il pourra ainsi se concentrer sur l'un des pays cités ou proposer une comparaison.

2.1 Contexte

Les récentes inondations ont eu un impact considérable sur les pays étudiés qui partagent des préoccupations et difficultés similaires notamment humaines, économiques et politiques liées à ces événements induits par le changement climatique.

Mali

En 2024, les autorités maliennes ont déclaré le statut de "catastrophe nationale " après les pires inondations conues par le pays depuis 60 ans. On estime à 370 000 le nombre de personnes touchées et à environ 17 800 le nombre de personnes déplacées.³

Les inondations ont considérablement aggravé la situation dans les 19 régions du Mali. Les régions les plus touchées en termes de personnes concernées sont celles de Ségou, Tombouctou et Gao, suivies de Bamako et Mopti.

De façon récurrente, les inondations ont causé des dégâts importants, déplacé des milliers de personnes, détruit des habitations, du bétail et des récoltes, et perturbé les services essentiels tels que l'eau, l'assainissement, l'éducation et la santé.⁴

Les inondations au Mali représentent une grave préoccupation humanitaire, exacerbant les vulnérabilités des populations déjà fragilisées par la crise humanitaire du Sahel, en particulier en ce qui concerne les femmes et les enfants.

Niger

Le Niger partage les mêmes préoccupations, avec plus d'un million de personnes touchées par les pires inondations depuis 20 ans. En octobre 2024, plus de 150 000 maisons s'étaient effondrées et près de 26 000 têtes de bétail avaient été perdues.⁵

La région de Tillabéri a été particulièrement touchée, avec des ponts et des routes détruits ainsi que des champs submergés. Dans une région également marquée par la pauvreté, cette situation a entraîné la nécessité d'une aide d'urgence en matière de nourriture, d'abris, d'assainissement et de soutien financier.

Tchad

De son côté, les inondations au Tchad ont touché 1,9 million de personnes dans 23 provinces- les plus atteintes étant celles du Lac, du Mandoul, du Moyen Chari, de Tandjilé et de N'Djamena, dans le sud-ouest du pays.

Les autorités ont signalé plus de 570 décès dus aux inondations et aux déplacements, ainsi que d'importantes pertes de terres agricoles et de bétail.

En outre, ces inondations ont eu un impact sur les communautés de réfugiés soudanais installés au Tchad pour échapper au conflit dans leur pays d'origine.

Compte tenu de ces conséquences désastreuses, les réponses des États, en termes de prévention et d'intervention, doivent être évaluées. Si les fortes précipitations ont déclenché ces niveaux élevés de pertes et des destructions, les facteurs de gouvernance sont également impliqués pour expliquer leur ampleur car

³ Centre d'études stratégiques de l'Afrique, [Les niveaux records d'inondation en Afrique aggravent le stress des pays fragiles](#), Infographie, 10 décembre 2024.

⁴ Programme alimentaire mondial, [Le PAM répond aux inondations dévastatrices au Mali qui ont affecté 350 000 personnes](#), Communiqués de presse, 29 octobre 2024.

⁵ Handicap International, [Les pires inondations depuis 20 ans au Niger : HI aide les communautés touchées](#), Emergency, 19 novembre 2024.

"les interventions de préparation, d'atténuation et de réaction sont également influentes pour façonner les résultats »⁶.

La gouvernance a un rôle essentiel à jouer dans la résilience des pays face aux inondations, depuis la mise en place de systèmes d'alerte précoce (comme le programme d'action anticipée du Programme alimentaire mondial au Niger) jusqu'au développement de techniques locales pour atténuer les risques en promouvant des techniques agricoles qui contribuent à restaurer les terres et les écosystèmes dégradés ou en aidant les communautés à construire des systèmes de captage des eaux de pluie et d'autres options durables de stockage de l'eau.⁷

Parallèlement, des programmes humanitaires spécifiques aux inondations peuvent être conçus et planifiés au niveau national ou avec l'aide d'institutions/donateurs internationaux pour répondre aux dommages immédiats.⁸

Enfin, en 2024, les inondations au Mali, au Niger et au Tchad ont atteint des niveaux record, ce qui laisse penser que "de tels événements météorologiques extrêmes pourraient ne plus être rares et devenir plus fréquents".⁹

Ces événements et, plus globalement, les effets du changement climatique sur l'Afrique de l'Ouest renforcent les problèmes de sécurité existants, déjà déclenchés par des conflits locaux violents.

Les modèles d'inquiétude liés au changement climatique, à la préparation aux catastrophes et à l'insécurité sont généralement décrits comme suit pour l'Afrique de l'Ouest : "la détérioration des conditions de vie, l'augmentation des migrations et l'évolution des schémas de mobilité pastorale, les considérations tactiques des groupes armés et l'exploitation des griefs locaux par les élites." ¹⁰

2.2 Objectif de la consultation

WANEP, DRC et le SIPRI sollicitent les candidatures de membres du réseau REcAP pour produire un working paper sur la **préparation aux catastrophes dans les pays affectés par le changement climatique : l'exemple des inondations au Mali, au Niger et au Tchad**.

Cette étude vise à produire un document de recherche fondé sur des données probantes qui servira d'outil pour influencer les politiques et les pratiques.

L'objectif est d'améliorer la préparation aux catastrophes liées aux inondations dans les pays concernés et de réduire les insécurités et les risques de conflit qui y sont liés.

L'étude doit proposer des recommandations pratiques qui peuvent être appliquées par les acteurs concernés.

Dans ce contexte, l'étude évaluera de manière approfondie l'état de la préparation et des réponses aux catastrophes dans un (ou plusieurs) des pays concernés afin d'analyser les défis et les lacunes rencontrés et de fournir des recommandations pour éclairer les futures politiques en la matière.

Plus précisément, les objectifs de ce document de travail sont les suivants :

- Une **évaluation des politiques et du cadre de programmation** en matière de préparation et de réponse aux catastrophes avant et après inondations, afin d'examiner leur efficacité, de déterminer les lacunes et d'identifier de meilleures stratégies potentielles ;

⁶ (Voir note 3)

⁷ Programme alimentaire mondial, [West Africa hard-hit by climate crisis as deadly floods decimate lives and livelihoods 'Afrique de l'Ouest durement touchée par la crise climatique : des inondations meurtrières détruisent des vies et des moyens de subsistance](#)(L), Communiqués de presse, 17 octobre 2022.

⁸ Wilson Center, [Catastrophic Flooding and its Impact on Displaced People in Chad](#), 5 décembre 2024.

⁹ Centre d'études stratégiques de l'Afrique, [Les niveaux records d'inondation en Afrique aggravent le stress des pays fragiles](#), Infographie, 10 décembre 2024.

¹⁰ TARIF, K., [Changement climatique et conflits violents en Afrique de l'Ouest : Assessing the Evidence](#), publications du SIPRI, février 2022.

- Une **analyse des problèmes** contenant :
 - o Une analyse des parties prenantes, comprenant l'identification et l'analyse des besoins et des défis rencontrés par les populations des régions touchées (entretiens, groupes de discussion avec les personnes touchées, autorités locales et régionales, ONG travaillant sur le terrain, OSC, etc) ;
 - o Une analyse des parties prenantes, y compris l'identification et l'analyse des besoins et des défis des principales parties prenantes (gouvernements nationaux, CEDEAO, UE, ONU, OSC, etc.) en charge ou aidant à la conception et à la mise en œuvre de la préparation aux catastrophes liées au changement climatique.
- Une **comparaison possible** entre deux ou trois pays en termes d'expériences passées et d'évolution de la préparation et des réponses aux inondations.
- Une **identification des leçons apprises et des recommandations** pour la future coopération internationale sur la préparation au climat et les inondations.
- **L'identification des leçons apprises et des recommandations** pour l'atténuation nationale/régionale/internationale des insécurités et des conflits en relation avec les manifestations du changement climatique.

Les conclusions et les recommandations du working paper devront contribuer à la compréhension des lacunes et fournir aux parties prenantes des recommandations concrètes et fondées sur des preuves pour relever les défis mis en évidence.

Ce document de travail sera présenté par son auteur et discuté lors d'un "Meet Up" de recherche en ligne du réseau REcAP avec les autres auteurs, les membres du réseau REcAP, l'UE et les parties prenantes et partenaires intéressés.

3. Champ d'application et méthodologie

Le(s) chercheur(s) ou l'institution doit(vent) clarifier sa(leur) question de recherche, sa(leur) méthodologie, sa(leur) portée géographique et son(leur) plan de travail dans sa(leur) proposition, en indiquant comment les objectifs de la recherche et du document de travail seront atteints.

L'étude doit porter sur un ou plusieurs des trois pays mentionnés précédemment : Mali, Niger et Tchad. Une étude de cas seule ou une comparaison de cas est possible.

Le(s) chercheur(s) sera(ont) responsable(s) de la mise en œuvre de toutes les étapes de l'étude, de la conception de la méthodologie à la rédaction du rapport final, en passant par l'examen des documents et la collecte des données sur le terrain.

Le(s) chercheur(s) appliquera(ont) les normes les plus strictes en matière de rigueur, de qualité et de professionnalisme. La qualité de la recherche produite sera évaluée à chaque étape afin de répondre aux attentes du contrat.

Le(s) chercheur(s) effectuera(ont) les tâches suivantes :

- Réaliser **une analyse documentaire** basée sur la documentation existante (littérature scientifique et universitaire, rapports d'ONG) afin de fournir un résumé des connaissances actuelles sur le sujet.
- Rédaction d'un **rapport préparatoire préliminaire** mettant en évidence : la définition de l'objet de l'étude ; la méthodologie de recherche et de collecte de données à utiliser sur le terrain ; l'approche

méthodologique adoptée pour le traitement et l'analyse des données ; les résultats et les conclusions de la revue de la littérature. Il sera validé avec le comité scientifique dans le cadre du rapport de démarrage.

- Mener des **entretiens avec les principales parties prenantes**, en particulier les représentants des organisations locales en contact avec les populations touchées, représentants des institutions internationales et régionales telles que l'Union européenne, la CEDEAO, le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWAS), etc.
- **Rédiger la première version du working paper** sur la base de l'analyse de l'étude documentaire.
- **Produire une présentation PPT** des conclusions, qui sera présentée au réseau REcAP, à l'UE et aux parties prenantes et partenaires intéressés lors de la réunion de recherche.
- **Rédiger la version finale du working paper** en tenant compte des commentaires du comité scientifique de REcAP et de l'UE FPI.
- Produire un **document de travail de haute qualité** en tant que ressource ou outil pour le **plaidoyer** et le **discours politique**.

Si un voyage est nécessaire, le(s) chercheur(s) ou l'institution sera(ont) responsable(s) de l'organisation du transport, de l'hébergement, de l'assurance, de l'obtention des visas et des autorisations de recherche nécessaires à leurs activités de recherche et de prévoir des dispositions adéquates dans la proposition financière.

Le(s) chercheur(s) ou l'institution est(sont) également responsable(s) de tout personnel ou sous-consultant qu'il(s) peut(vent) engager dans le cadre de cette mission. Le produit final de la recherche est soumis au processus interne de révision et d'édition du REcAP, et le(s) chercheur(s) ou l'institution procédera(ont) à toutes les révisions nécessaires dans le cadre du contrat.

Sur la base d'une demande du secrétariat du projet REcAP et à condition que le produit final ne révèle pas d'informations susceptibles de mettre en danger une personne ou une organisation, le(s) chercheur(s) ou l'institution pourrait(ent) présenter une séance d'information sur les résultats au public, en ciblant les praticiens sur le terrain, les décideurs politiques et les partenaires financiers et techniques.

4. Résultats attendus et calendrier

Le(s) chercheur(s) ou l'institution soumettra(ont) les prestations suivantes, comme indiqué ci-dessous et selon le calendrier proposé :

- Working paper en **français**

Le working paper doit comporter environ trente (30) pages, à l'exclusion de la page de couverture, du résumé exécutif en français et en anglais (pas plus d'une page chacun), de la table des matières, de la liste des abréviations et des acronymes, de la liste des références (simple interligne en Calibri 12) et des annexes.

Les annexes doivent comprendre au moins la liste des personnes rencontrées/interviewées et tout autre outil ou élément nécessaire à l'évaluation de la méthodologie utilisée pour l'étude.

- Le(s) chercheur(s) fournira(ont) les résultats par e-mail à l'équipe de coordination du SIPRI : marie.riquier@sipri.org et pauline.poupart@sipri.org

- Le(s) chercheur(s) pourrait(ent) être invité(s) à une réunion virtuelle avec le comité scientifique du REcAP pour discuter du contenu, y compris des revendications et des positions politiques, des arguments intellectuels et d'autres questions.

Résultats attendus	Description indicative	Délai maximum prévu
Rapport de démarrage	Réunion de démarrage avec le secrétariat du projet et/ou le comité scientifique pour clarifier les termes de référence. Le contenu comprendra les méthodes, les approches, les outils de recherche, le calendrier, les questions de recherche détaillées ainsi que les approches à adopter pour superviser et soutenir les experts des pays.	5 jours ouvrables après la signature du contrat
<i>Commentaires</i>	<i>Commentaires et réactions du secrétariat du projet ou du Conseil scientifique</i>	<i>2 jours ouvrables</i>
Projet de document de travail	Recherche documentaire, réunions de travail et analyse. Le projet de document de travail contenant une analyse approfondie de la situation, les principales conclusions et les recommandations orientées vers l'action est présenté au Comité scientifique du REcAP. Le chercheur peut être invité à une réunion virtuelle avec le Comité scientifique du REcAP et l'IPF de l'UE pour discuter des résultats.	20 jours ouvrables
<i>Commentaires</i>	<i>Commentaires du comité scientifique et/ou de l'IPF de l'UE</i>	<i>7 jours ouvrables</i>
Document de travail final	Version finale tenant compte des commentaires et du retour d'information du comité scientifique et/ou de l'IPF de l'UE	7 jours ouvrables

5. Durée de la mission et calendrier de paiement

- La mission devrait durer 32 jours ouvrables sur une période maximale de deux (2) mois à compter de la date de signature du contrat.
- Le budget maximum disponible par document de travail est de six mille euros (6 000 EUR).
- Le calendrier des paiements est le suivant :

Paiements échelonnés	Description indicative	%
Première tranche	Après approbation du rapport initial	30%
Dernière tranche	Après approbation de la version finale	70%

6. Qualifications

Les chercheurs intéressés doivent posséder les qualifications suivantes :

- Être membre ou futur membre du réseau REcAP. Les membres du Comité scientifique du REcAP ne peuvent pas poser leur candidature. Cependant, d'autres chercheurs de leurs organisations respectives peuvent poser leur candidature.
- Être titulaire d'un master ou d'un doctorat dans un domaine pertinent.
- Au moins trois ans d'expérience de recherche dans le domaine de la prévention des conflits, de la consolidation de la paix et de la prévention de l'extrémisme violent.
- Excellente maîtrise du français (parlé, lu et écrit)
- Maîtrise de l'anglais (parlé, lu et écrit)
- Les femmes chercheurs sont vivement encouragées à poser leur candidature.

7. Application

Les chercheurs intéressés doivent soumettre les documents suivants à l'équipe de coordination du SIPRI (marie.riquier@sipri.org et pauline.poupart@sipri.org) avant **23:59 GMT le 3 mars 2025**.

- Une **proposition technique narrative** démontrant la capacité technique et opérationnelle du/des chercheur(s) ou de l'institution et de son équipe à mener à bien la mission dans les délais impartis, avec un curriculum vitae actualisé de l'expert principal et l'approche et la méthodologie globales avec le calendrier proposé.
Si vous prévoyez de travailler avec d'autres collègues, décrivez leur rôle, leur niveau de connaissance et la manière dont leur expérience est liée et bénéfique. Décrivez le plan global de dotation en personnel pour le projet.
- Une **proposition financière** détaillant le nombre estimé de jours de travail et le taux d'honoraires par expert mobilisé, les frais de transport et de séjour (en cas de mission) et les autres frais remboursables nécessaires à l'accomplissement de la mission.
Le montant de la TVA/de l'impôt indirect, le cas échéant, doit être indiqué séparément.
L'achat de téléphones portables ou d'ordinateurs n'est pas éligible. Le projet finançant cette recherche étant financé par l'Union européenne, la proposition financière doit être libellée en euros (EUR).

Seules les personnes **présélectionnées** seront contactées.

8. Critères d'évaluation des propositions de recherche

Les critères suivants seront utilisés par le comité scientifique pour évaluer les propositions de recherche :

No n.	Critères	Max. Score
1	Formation : Master ou doctorat dans un domaine pertinent	10
2	Langues : Excellente maîtrise du français (parlé, lu et écrit). Maîtrise de l'anglais (parlé, lu et écrit).	10
3	Expérience de la recherche : Au moins 3 ans de recherche. Familiarité et connaissance du sujet/thème sélectionné et preuve d'une expérience de recherche antérieure dans le thème/thème sélectionné.	20
4	Pertinence de la proposition narrative technique : La proposition de recherche répond-elle à l'objectif de la recherche ? Les objectifs et les questions de recherche sont-ils bien construits et faciles à comprendre ? Correspondent-ils à la problématique de la recherche ?	25
5	Méthodologie : Solidité technique et qualité de la méthodologie proposée, y compris la compréhension de la mission et le caractère innovant de l'approche adoptée pour la mener à bien.	25
6	Qualité générale de la proposition : le degré de conformité de la proposition avec les lignes directrices de la candidature et sa qualité (table des matières, organisation, pagination, taille des marges et des caractères, présentation efficace des idées, références, vitae bien préparé, etc.)	10